

Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires Communautaires et Européennes des Parlements de l'Union européenne

Allocution de monsieur le Premier ministre du Portugal

Estoril, le 15 octobre 2007, 11h15

Monsieur le président de la COSAC,
Mesdames et messieurs les parlementaires,

C'est un honneur que de m'adresser à cette XXXVIII^e Conférence des Commissions des Affaires européennes des Parlements de l'Union européenne, la COSAC.

Pour répondre aux accusations récurrentes quant au déficit démocratique, l'Union européenne a su développer un système démocratique qui lui est propre, dans le cadre duquel les institutions européennes et nationales, grâce à leur travail conjoint, sont les acteurs de la démocratie aux divers échelons et les promoteurs du développement d'un véritable espace public européen.

Or nous nous devons de reconnaître que le développement de la démocratie européenne et l'émergence graduelle d'une opinion publique européenne passent par la maturation du parlementarisme européen. Pas un parlementarisme unicéphale mais un parlementarisme qui naît de l'interaction entre nos parlements nationaux et le Parlement européen. Ce n'est qu'à travers cette dynamique que nous pourrons créer un véritable espace public européen.

Bien des matières que nous traitons aujourd'hui au niveau européen sont des matières par rapport auxquelles les parlements nationaux ont développé une expérience et des compétences hors-pair. Les parlements nationaux jouent, donc, un rôle-clé lorsqu'il s'agit de consacrer la légitimité démocratique de l'UE et son efficacité.

Grâce à la COSAC, nous élargissons et renforçons cet espace public européen qui est le nôtre. Par le débat, par l'échange d'expériences, par la présentation de propositions qui tiennent compte, aussi, de nos réalités nationales.

Mais le chapitre n'est pas clos, loin s'en faut. C'est pourquoi le nouveau Traité réformateur reconnaît aux parlements nationaux un rôle accru dans le processus de décision européen. C'est pourquoi nous vous demandons de nous alerter lorsque certaines décisions, vue leur spécificité, feraient mieux d'être prises au niveau national.

Réforme des traités : une priorité pressante

La présidence portugaise a retenu la réforme des traités comme priorité pressante. Il est urgent de résoudre cette question. Nous avons entamé notre présidence avec un mandat clair quant aux négociations, un mandat que nous avons suivi de façon rigoureuse. Nous voudrions l'achever sur un traité. Un Traité qui nous permettrait de relever avec davantage d'efficacité et de rapidité les défis de l'Europe au XXI^e siècle. Un Traité qui nous donnerait aussi davantage de cohérence et de capacité pour répondre à nos actions sur le plan extérieur.

Nous avons ouvert la CIG à la fin juillet 2007 et le 3 octobre nous avons pu soumettre le projet final du Traité, qui, nous y comptons, sera adopté par les chefs d'Etat et de gouvernement ce vendredi, ici, à Lisbonne.

Les parlements nationaux ont pu accompagner les travaux de cette CIG par le biais des *briefings* que nous avons organisés à l'intention de leurs représentants à la COSAC.

Le nouveau traité consacre le renforcement du principe de subsidiarité, en augmentant le pouvoir de contrôle de la part des parlements nationaux et en nous permettant ainsi de mieux répondre aux attentes de nos citoyens.

Le contrôle du principe de subsidiarité par rapport aux initiatives communautaires est ainsi doté d'un "carton jaune" et un "carton orange" renforce encore le pouvoir des Parlements nationaux, en étendant la capacité de rejeter des initiatives législatives émanant du Conseil et du Parlement européen.

Monsieur le président,

Mesdames et messieurs les parlementaires,

L'agenda de notre présidence ne se résume pas à la réforme des traités.

La Stratégie de Lisbonne, en particulier la préparation du nouveau cycle, ont compté sur l'active contribution de la part de la présidence portugaise.

Cet agenda doit s'afficher de plus en plus comme une réponse européenne aux enjeux de la mondialisation, en nous permettant d'effectuer des progrès palpables dans des domaines plus proches des citoyens et de leurs attentes :

- miser sur les compétences (davantage d'éducation et de formation) pour plus et de meilleurs emplois ;
- miser sur la recherche, l'innovation et la compétitivité accrue de nos entreprises ;
- miser sur l'énergie et les changements climatiques ;
- répondre aux nouvelles réalités sociales, y compris l'immigration.

Dans la mesure où l'immigration est de plus en plus une question centrale dans nos sociétés, nous avons décidé de lui donner un nouvel souffle, en ciblant une politique intégrée fondée sur trois piliers essentiels : l'immigration régulière et la régulation des flux migratoires ; l'insertion des migrants dans les sociétés d'accueil ; et la coopération au développement dans les pays d'origine.

Au plan intérieur, j'aimerais encore souligner l'impact et la valeur symbolique dont se revêt pour nous l'ouverture des frontières terrestres et maritimes vis-à-vis des Etats membres du dernier élargissement. A la fin de cette année-ci et grâce à l'initiative portugaise *SI Sone4ALL*, nous nous acquitterons d'une nouvelle étape de l'élargissement de l'UE du côté Est : la libre circulation des citoyens de ces pays. Liberté avec sûreté, un des gains majeurs de la construction européenne.

Monsieur le président,

Mesdames et messieurs les parlementaires,

Mais nous ne nous concentrons pas seulement sur l'agenda intérieur. Nous nous sommes fixés un ambitieux agenda sur le volet extérieur. Ce, parce que les défis mondiaux exigent des réponses mondiales et concertées. Parce que les appels demandant une implication plus forte de l'UE sur le front international ne cessent de croître. Parce que 88% de nos citoyens attendent de l'UE qu'elle joue un rôle plus actif face aux menaces globales.

En juillet, dès l'ouverture de la présidence nous avons organisé le sommet UE-Brésil, un premier pas pour instituer un partenariat stratégique avec cet important acteur de l'échiquier mondial.

En réalisant ce sommet, nous avons aussi voulu apporter davantage de cohérence à la politique extérieure de l'UE par rapport aux économies émergentes (les BRIC) avec lesquelles nous tiendrons des sommets pendant notre présidence. Ensemble, nous envisagerons des réponses mondiales pour des défis mondiaux.

Dans ce contexte, j'aimerais évoquer notre travail dans la lutte contre les changements climatiques. Notre objectif consiste à faire en sorte que l'Europe ait une action coordonnée à laquelle se rallieraient d'autres partenaires essentiels pour préparer le sommet de Bali qui lancera les bases du régime post-Kyoto.

La relation de l'Union européenne avec la Méditerranée, une région charnière entre le monde dit occidental et le monde islamique a besoin d'une nouvelle impulsion. L'Europe tient un rôle irremplaçable dans le dialogue des civilisations et doit placer son histoire et sa culture au service d'une meilleure compréhension mutuelle et d'un dialogue porteur de paix et de progrès.

C'est ce qui nous a amené à accorder une priorité au processus de paix pour le Proche-Orient, la réunion du quartette à Lisbonne lui ayant donné un nouvel élan. Il nous revient maintenant de garantir le succès de la conférence du mois de novembre pour que nous puissions parler de paix au Proche-Orient.

Enfin, mais non moins important pour la présidence portugaise : le sommet UE-Afrique. Pour la première fois depuis sept ans, des leaders africains et européens vont se réunir, à Lisbonne, pour adopter une stratégie conjointe et un plan d'action qui permettront de frapper d'un sceau nouveau les relations entre les deux continents, des relations rivées sur le futur, pour réaliser des projets communs et relever des défis communs.

Monsieur le président,
Mesdames et messieurs les parlementaires,

Si au lieu « De la démocratie en Amérique », Tocqueville avait écrit « De la démocratie en Europe », nous serions maintenant en train d'y ajouter un nouveau chapitre. Ce ne serait pas la fin de l'histoire, mais un chapitre abondant dans le bon sens.

En tout état de cause, il n'y a aucun nouveau chapitre démocratique qui puisse être écrit sans la participation des parlements nationaux. C'est pour ce nouveau chapitre que nous comptons bien sur tous les parlements européens.

Merci beaucoup.